

De Gaulle préférerait une procédure dilatoire !

CE que l'opinion française aura retenu en premier lieu de la conférence de presse de M. Ben Khedda, c'est que le premier ministre du G.P.R.A. propose une procédure « en plan » ait en aucune façon le caractère d'un ultimatum ni exclue toute autre approche d'une solution au conflit — une procédure accélérée, enfançant l'étape de l'autodétermination, pour parvenir enfin au cessez-le-feu.

À la fin de ce bref texte écrit de la main d'un journaliste algérien, on trouve autre exemple de l'humilité de De Gaulle qui avait promis de la main levée de Gaulle. La preuve est faite que le temps

perdu à la trouver une issue, bon de faciliter le dénouement le complique au contraire, bon de servir à préserver de légitimes intérêts français dégradés les rapports franco-maghrébins et détériore les lieux sur lesquels doit être fondée demain la coopération franco-algérienne.

Rien donc n'intéresse davantage la France que d'en finir vite avec cette guerre. C'est l'évidence. Non seulement à cause des risques terribles que sa prolongation comporte pour elle-même (ne dit-on pas qu'elle y perd son argent et son âme), mais encore parce que cette guerre n'a plus ni sens ni objet.

Donc, quand M. Ben Khedda met ainsi la paix à portée de la main, malgré toutes les difficultés que peuvent comporter encore des négociations politiques, et qui seront résolues ensuite dans un climat plus serein, il y a la une occasion à saisir littéralement par les cheveux. Nul ne s'y trompe plus à présent ; celui des deux adversaires au combat auquel il importe le plus que les armes se taisent très tôt, c'est nous.

Que le G.P.R.A. en tienne compte, non pas pour exploiter son avantage mais au contraire pour nous tendre la main, c'est là une manifestation de bonne volonté à laquelle la presse française n'a pas été insensible si l'on en juge aux titres des deux principaux journaux parisiens du soir : « Ben Khedda fait une « ouverture », pour l'un. « La négociation avec le F.L.N. peut reprendre », pour l'autre.

Logique et réalisme

Dans « Le Monde », Sirius — l'éditorialiste des grandes occasions — reconnaît aux propos

Georges ROYER.

(Suite page 3, col. 2)

La complicité du fleuve...

UN avocat français qui, depuis des années, a dû se rendre maintes fois en Algérie pour y défendre des militants du F.L.N., nous disait l'autre jour : « Ce sont mes clients eux-mêmes qui me demandent de n'être plus me déranger. La plupart, d'ailleurs, envisagent de ne plus comparaître... Les tribunaux, disent-ils, c'est le théâtre aux armées... C'est de la mise en scène pour laisser croire à la persistance d'une certaine légalité... C'est l'alibi des « disparitions », des exécutions sommaires par l'armée ou par la police... Ils ne veulent plus jouer les figurants dans cette comédie tragique et servent de caution à une mystification qui offense la justice vraie... »

Ces jours-ci, on retire de la Seine beaucoup de cadavres. Ce fleuve, qui en a tant vu, est un modèle de discrétion. Il ne révélerait jamais la manière dont s'est faite l'immersion... Par malheur, quand il rend les corps des victimes, on découvre qu'il s'agit d'Algériens et les traces qu'ils portent éliminent absolument l'hypothèse du suicide...
Ces-là ne figureront pas sur les statistiques, où, après triage, les autorités distinguent les « meneurs » et les « braves gens entraînés de force ». C'est le courant qui les a entraînés, après qu'une main complaisante les a aidés à franchir le pas...

Devant l'indignation des Français honnêtes (à laquelle des journaux gouvernementaux ont fait écho), on nous a répondu : « De Gaulle et le gouvernement ignorent ces choses... Si c'est vrai, ils sont intéressés à leur tâche qui est d'abord de s'informer. Mais, s'il est vrai aussi qu'ils ne sont pas plus les maîtres de la police qu'ils ne le sont de l'armée, étant donné, d'autre part, la place que tient l'O.A.S. dans l'Etat, ne faudrait-il pas bientôt, comme certains le font encore pour le G.P.R.A., terrier à gouvernement français » entre guillemets ?

F. FONVILLE-ALQUIER.

HOPITAUX Débrayages limités

● Débrayages limités aujourd'hui, nota la Pitié, à Bretonneau, à Ivry et, vendredi, à la Salpêtrière. Partout les services d'urgence et rités seront assurés.

SOLIDARITÉ : Perturbations possibles dans d'autres secteurs

● Des débrayages et certaines perturbations se produisent dans l'ensemble des services publics, notamment contributions directes et indirectes et grèves de solidarité dans la métallurgie, notamment le Rhône (C.G.T.) et C.F.T.C., et la Loire (C.G.T.)

AUJOURD'HUI, beaucoup de Parisiens se demandent, comment aller à leur travail. La capitale sera privée de transports des embouteillages monstrueux, des trottoirs noirs de monde, va connaître pendant tout un long jour.

Une immense pagaille ; et de la gêne pour beaucoup de ceux qui la font ?

Les travailleurs ont-ils le droit de demander d'être traités en hommes ? Est-ce les respecter que de condamner à donner, aux cheminots par exemple, un salaire de base de 39 000 fr. par mois à Paris ? Doivent-ils accepter que leur pouvoir d'achat soit diminué de 30 % par rapport à l'avant-guerre ? Auront-ils le droit de regarder en face leur femme et leurs enfants s'ils accepteraient le vie de chien que le régime leur accorde du haut de sa grandeur ?

Non seulement on traite les travailleurs du secteur public comme des parias, non seulement on recule de mois en mois devant les promesses faites tous les ans à l'Elysée et à Matignon, mais en plus on les menace, on veut leur interdire de débrayer, de faire des grèves-surprise ou tournantes ; en un mot, on veut leur interdire de se défendre, on veut même violer cette Constitution où le droit de grève est une des rares libertés encore inscrites.

● EULS pourraient s'étonner de cette explosion ceux qui ne veulent pas voir avec leurs yeux ceux qui se laissent « embobiner » par la télé et la radio aux

listes, ceux qui croient que tout va bien, à dispenser à travers par le général routes de France. Ce refusent de comprendre pleur du mouvement est le résultat d'années de nombreuses batailles grandes, de l'effondrement du mythe De Gaulle. Les ouvriers usent du qu'ils ont de signifier ment leur refus de la vie à se moquer d'eux.

Et ils ont raison. C'est que ça gêne en serait bénéficiaires. Si les ouvriers ont satisfaction à leur tions, s'ils stoppent les droit de grève, ceux qui vont marcher à pied, ou à mobylette y trouvent compte. C'est aussi pour grévistes se battent.

DAILLEURS, la plus cette affaire, c'est nement et M. De même, ils ont publié communiqué de détail avoir dit que l'extension est « inconcevable devant cultes de tous ordres (auxquelles le gouvernement faire face ; ils ajoutent gouvernement a décidé dès à présent, à l'été des salaires » du secteur

Nous voilà loin des et de déclarations de l'Euron 1. Il reste à ces paroles, car il est salariés ne se contentent promesses.

Mais il est reconfor quel effet ont eu sur ment de Sa Majesté. L'pleur et la vigueur d'ouvrière

Cela vaut bien un peu de bousculades pour. Ça en vaut même beaucoup pas ?

Henry BOI

(Voir nos informat

PAPON interdit le meeting de la Mutualité pour la paix et contre les violences

Tard dans la soirée d'hier, M. Papon, préfet de police, a notifié aux organisateurs l'interdiction du meeting qui devait avoir lieu ce soir à 20 h. 30 à la Mutualité, pour la paix, contre le fascisme et les violences.
Les personnes participantes : Emmanuel d'Astier, le R.P. Avril, Claude Bourdet, J.-M. Domenach, le pasteur Cochard, Jacques Maritain, Georges Montaron, Jean Schaeffer, André Souquière, élevent une protestation contre cette interdiction et tiendront demain vendredi 27 octobre, à 17 heures, une conférence de presse dont le lieu sera communiqué ultérieurement.

AUJOURD'HUI en gros

LA C.G.T. AUX TRAVAILLEURS :

« Manifestez le 1^{er} novembre votre solidarité aux Algériens »

Une commission administrative de la C.G.T. vient de publier un appel aux travailleurs, dans lequel elle dresse tout d'abord le bilan tragique de la prolongation de la guerre d'Algérie. « Une répression brutale, constate l'appel, des violences inqualifiables et des mesures discriminatoires, qui rappellent les méthodes racistes odieuses du fascisme, s'abattent sur les travailleurs algériens. »

Après avoir noté que « sous la pression de la résistance héroïque du peuple algérien, de l'action persévérante de la classe ouvrière et du peuple français et de la réprobation de l'opinion internationale, le pouvoir gaulliste a dû effectuer une série de reculs », l'appel constate :

« Le G.P.R.A., dans une déclaration solennelle, a réaffirmé sa volonté de négocier la négociation, dont les récentes manifestations algériennes en France ont illustré à nouveau l'extrême urgence, peut et doit conclure sans tarder. Le gouvernement français doit reprendre sans délai pour parler avec le G.P.R.A. Il doit les reprendre avec la volonté d'aboutir, en abandonnant ses exigences colonialistes, en acceptant la seule solution possible : la reconnaissance réelle de l'autodétermination, du droit à l'indépendance du peuple algérien, de l'intégrité territoriale de l'Algérie. »

Le document de la C.G.T. en vient alors, en conclusion, à des appels précis dont voici le texte intégral :

« En ces jours anniversaires du déclenchement de la guerre d'Algérie, les travailleurs de France réaffirmeront leur solidarité avec le peuple et les travailleurs algériens en lutte. »

« Ils témoignent aux travailleurs algériens en France leur solidarité active et concrète en s'élevant contre la « race » présumée et en leur offrant leurs lemmes et leurs colons sont vides mes en... emprisonnés et des internés, l'arrêt des... la... des... prises contre... »

« Ils manifesteront leur volonté d'en finir avec la guerre d'Algérie. »

en intensifiant et en multipliant leurs actions sous toutes les formes, et dans la plus large unité, pour imposer enfin une négociation sur la base de l'application loyale du droit à l'autodétermination, de l'unité et de l'intégrité de l'Algérie pour que **CESSE ENFIN LA GUERRE D'ALGERIE.**

« Le 1^{er} novembre... pour le... ils organiseront des manifestations diverses dans les entreprises, y compris des grèves de travail, au cours desquelles... au précédent et suivent le 1^{er} novembre. »

« Le 1^{er} novembre, ils participeront aux manifestations, rassemblements divers qui seront organisés sur une base largement unitaire. »

« Les organisations et les militants confédérés déploieront leurs efforts et leurs initiatives pour unir et faire agir, en commun, l'ensemble des partisans de la **PAIX IMMEDIATE EN ALGERIE.** »

De son côté, la Fédération de l'Éducation nationale a publié un communiqué qui déclare, dans sa conclusion :

« A l'heure où des déclarations publiques précèdent et préparent la reprise des négociations, les organisations syndicales se doivent de préserver toutes les chances d'action qu'ont les travailleurs pour aider à la solution négociée pour prévenir ou combattre la volonté qu'ont les factieux de compromettre cette négociation. »

PROPOSITIONS BEN KHEDDA

(Suite de la page 1.)

tions du chef du GPRA « le double mérite d'être logiques et réalistes ». Réalistes, elles le sont en effet, pour les raisons que nous avons dites, et d'autres qui tiennent à la difficulté grandissante d'organiser une consultation populaire dans un climat déjà trop passionnel. Logiques, elles le sont également puisqu'elles ne subordonnent le cessez-le-feu qu'à une seule condition : un accord sur les principes, les modalités et la date de la proclamation d'une indépendance que la France déclare ne plus vouloir disputer à l'Algérie de demain.

« Peut-on, interroge Claude Fuzier, éditorialiste du « Populaire » ne pas être frappé par la clarté de l'exposé du leader algérien, par la rigueur de sa démonstration et par la modération des idées exprimées et du ton employé ? »

Pas de commentaire officieux

tard hier soir, une de ces dépêches de l'agence France Presse dont le libellé traditionnel est : « Au sujet de... on indique dans les milieux autorisés... Nous croyons savoir cependant qu'une telle communication avait été mise sur le chantier. »

ELLE DEVAIT REAFFIRMER que la France s'entend et s'en tiendra au schéma de l'autodétermination, tel que le général De Gaulle l'a exposé le 16 septembre 1959, tenant qu'il est de saine procédure démocratique que tous les Algériens, Musulmans et Européens, soient consultés sur leur sort. Certes, l'évolution de l'affaire algérienne a fait que les termes « francisation, association, sécession », définissant les trois options proposées au référendum ne recouvrent plus aucune réalité vivante. Et le verdict exigé n'est plus mis en doute par personne. Mais on en fait à Paris, une question de principe. Et l'on est très fâché que le Parti socialiste SFIO ait, par la plume de Claude Fuzier, estimé que l'heure n'est plus où l'on puisse s'embarrasser d'autre chose.

CHE Grève

- Pour la dé...
- Pour retrou...
- diminué de

DEPUIS 4 heures de désertes, les dix-huit-vingt-quatre heures des syndicats, cadres

Après l'arrêt de 18 octobre, le gouvernement a parlé de sanctions de s'en prendre droit de grève. Il n'a daigné rencontrer les syndicats pour un vrai problème, celui de la grève. Ce qui est vrai pour les autres travailleurs du secteur, l'est également pour les travailleurs du secteur.

C'est donc en protestant contre cette « grève » que les S.N.C.F. débrayent. Pour la défense du

Après avoir affirmé que l'augmentation des tarifs de la S.N.C.F. est le fait des salaires minims, le syndicat a écrit :

« 1° Le salaire moyen du cheminot à Paris 100, est de 39.000 francs pour 48 heures de travail par semaine. »

« 2° Malgré la réduction de 160.000 francs par an, puis la deuxième augmentation, malgré la hausse qu'on leur impose, les salaires ont doublé depuis la guerre, le pouvoir des salaires des cheminots d'environ 30 % de plus. »

Il est possible de dire que la C.G.T., l'augmentation des salaires sans augmentation des petits colis.

En effet, 97 % de

AIR FRANC Débrayage

Les organisations (C.G.T., C.G.T.-F.O.) ont décidé de grève pour au moins 24 heures, à partir de la fin de la grève à pour objet la fermeture de négociation de l'Air France. La question des salaires est en discussion.

En province, la grève variera, suivra les services, entre 24 heures. A Orly, la grève de 24 heures pour aujourd'hui jusqu'à 6 h. 30 jusqu'à vendredi.

Bien qu'il ne s'agisse que de personnel au sol, il

LA BOURSE

Marché du 25 octobre

VALEURS	Cours précéd.	Dern. cote.
3 % perpétuel	77 70	77 70
5 % 1949	102	102 10
5 % 1920	102	102 10

